

Grands lacs : Polémique sur un rapport de l'ONU

BBC Afrique, 21 juin, 2012 L'organisation Human Rights Watch accuse Washington de bloquer la publication d'un rapport de l'ONU sur une rébellion dirigée par Bosco Ntaganda, accusé de crimes de guerre, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale. Au cours de leur enquête, des experts des Nations unies ont recueilli des preuves d'un soutien du Rwanda aux rebelles dans l'Est de la République démocratique du Congo.

Les autorités de Kigali ont, dès les premières mentions de l'existence d'un tel rapport, démenti ces accusations, jugées sans fondement par la voie de la ministre des Affaires étrangères. De leur côté, les États-Unis nient bloquer la parution dudit rapport. La polémique porte sur un groupe de rebelles, dirigé par le général Bosco Ntaganda - celui que l'on surnomme "Terminator" ne l'a jamais reconnu - et d'autres officiers de l'armée congolaise, pour la plupart d'anciens rebelles qui avaient été incorporés aux forces armées congolaises à la suite d'un accord. Ces hommes contrôlent maintenant une bande du territoire de la RDC proche du Rwanda. A cause des combats et de mouvements d'autres groupes armés, des dizaines de milliers de civils, en majorité des femmes et des enfants, ont fui leurs habitations et vivent dans des conditions très précaires. Ces groupes armés contrôlent l'exploitation de minéraux précieux et pillent la population locale. Le rapport des experts de l'ONU donne un tableau détaillé de leurs activités. HRW dénonce aussi les violations de l'embargo sur les armes. L'enquête porte aussi sur le respect ou non de l'embargo onusien des ventes d'armes aux rebelles. Selon des sources proches du Groupe d'experts, le rapport contient des informations détaillées sur des livraisons d'armes aux rebelles en provenance du Rwanda. Il apparaît que le général Ntaganda et ses proches collaborateurs vont et viennent entre les deux pays, en violation des sanctions imposées par l'ONU. Human Rights Watch accuse Washington d'avoir usé de son influence pour empêcher la parution du rapport. "Les États-Unis et les autres membres du Conseil de sécurité", affirme HRW, "doivent faire tout ce qui est leur pouvoir pour faire la lumière sur les violations des sanctions décidées par les Nations unies et non essayer de les cacher". Le Rwanda a toujours démenti avec force ces accusations selon lesquelles il soutiendrait le général Ntaganda et les rebelles. La position de Kigali, réaffirmée encore le week-end dernier par le président Paul Kagame, est que les problèmes dans l'est du Congo sont causés par la présence d'un autre groupe armé dont certains éléments sont d'anciens génocidaires réfugiés de